

**Arrêté du 2 mars 2020 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle**  
NOR: INTE2005870A

Le ministre de l'intérieur, le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'action et des comptes publics et la ministre des outre-mer,

Vu le code des assurances, notamment ses articles L. 122-7, L. 125-1 à L. 125-6 et A. 125-1 et suivants ;

Vu les avis rendus le 25 février 2020 par la commission interministérielle instituée par la circulaire n° 84-90 du 27 mars 1984 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophe naturelle,

Arrêtent :

## Article 1

En application du code des assurances, les demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ont été examinées pour les dommages causés par les inondations et coulées de boue, les inondations par choc mécanique des vagues, les mouvements de terrains (hors sécheresse géotechnique), les séismes et les vents cycloniques.

Les communes faisant l'objet d'une constatation de l'état de catastrophe naturelle sont recensées en annexe I ci-après, pour le risque et aux périodes indiqués.

Les communes dont les demandes de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle sont rejetées, sont recensées en annexe II ci-après, pour le risque et aux périodes indiqués.

## Article 2

L'état de catastrophe naturelle constaté par arrêté peut ouvrir droit à la garantie des assurés contre les effets des catastrophes naturelles sur les biens faisant l'objet des contrats d'assurance visés au code des assurances, lorsque les dommages matériels directs qui en résultent ont eu pour cause déterminante l'effet de cet agent naturel et que les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

En outre, si l'assuré est couvert par un contrat visé au code des assurances, l'état de catastrophe naturelle constaté peut ouvrir droit à la garantie précitée, dans les conditions prévues au contrat d'assurance correspondant.

## Article 3

La franchise applicable est modulée en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour le même risque, au cours des cinq années précédant la date de signature du présent arrêté, dans les communes qui ne sont pas dotées d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque concerné.

Pour ces communes, le nombre de ces constatations figure entre parenthèses, dans l'annexe I. Il prend en compte non seulement les constatations antérieures prises pour un même risque, mais aussi la présente constatation.

## Article 4

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

## ANNEXE I

### **Communes reconnues en état de catastrophe naturelle**

#### DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Mouvements de terrains (hors sécheresse géotechnique) du 9 novembre 2019 au 10 novembre 2019

Commune de Lahonce (1).

Inondations et coulées de boue du 12 décembre 2019 au 13 décembre 2019

Communes de Pau, Saint-Étienne-de-Baïgorry (1), Ustaritz.

Inondations et coulées de boue du 12 décembre 2019 au 14 décembre 2019

Communes d'Aste-Béon, Cambo-les-Bains, Louvie-Juzon.

Inondations et coulées de boue du 13 décembre 2019

Communes de Banca (1), Saint-Michel (1).

Inondations et coulées de boue du 13 décembre 2019 au 14 décembre 2019

Communes d'Arudy, Sévignacq-Meyracq.

Mouvements de terrains (hors sécheresse géotechnique) du 13 décembre 2019 au 14 décembre 2019

Commune de Laruns.

Inondations et coulées de boue du 13 décembre 2019 au 15 décembre 2019

Communes de Bayonne, Bidache (2), Guiche, Saint-Pé-de-Léren (2), Sames, Urt.

## ANNEXE II

### **Communes non reconnues en état de catastrophe naturelle**

#### DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Mouvements de terrains (hors sécheresse géotechnique) du 28 janvier 2019 au 4 février 2019.

Commune de Mauléon-Licharre.

Fait le 2 mars 2020.

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises,

A. Thirion

Le ministre de l'économie et des finances,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le sous-directeur des assurances,

L. Corre

Le ministre de l'action et des comptes publics,  
Pour le ministre et par délégation :  
Le sous-directeur par intérim chargé de la cinquième sous-direction à la direction du budget,

P. Chavy

La ministre des outre-mer,  
Pour la ministre et par délégation :  
Le directeur général des outre-mer,

E. Berthier